de ces imprécisions. La retranscription des débats du CC, l'urgence dans la préparation du congrès nous amènent maintenant à sortir ce texte en BI sans les remaniements prévus avant le CC. De toute façon, le CC a fait évoluer le débat.

C.R.S.
Paris, le 1er septembre

Contribution au débat

Clélia Radot Sterne

Le texte de Jebracq, Tony, Arthur et Stéphane a le mérite de poser une question réelle : celle de la crise révolutionnaire à venir et du type de parti capable de la résoudre victorieusement. Il ne s'agit pas d'une spéculation intellectuelle, étrangère aux préoccupations de l'organisation. Aujourd'hui, en effet, nous devons franchir une étape dans la construction de la Ligue : celle où l'on arrête de grandir au gré des circonstances pour maîtriser le processus de développement inégal et combiné (choix et répartition des permanents, embauche de militants dans certaines entreprises, etc...). Ces choix organisationnels doivent être le résultat d'un débat politique sur la construction du parti ouvrier révolutionnaire. Mais aucun texte aujourd'hui soumis à la discussion ne nous paraît satisfaisant.

— Le texte de J—T—S—A, en valorisant le rôle des couches moyennes dans le processus révolutionnaire, peut servir de justification à notre implantation actuelle essentiellement dans les couches petites bourgeoises intellectuelles, pire de renoncement de fait à notre implantation dans la classe ouvrière.

— Le texte de Roger, s'il peut apparemment dissiper les craintes engendrées par le texte de J—T—S—A quant à l'avenir de notre implantation ouvrière, risque de nous conduire à l'impasse en ne préparant pas l'organisation, et en premier lieu ses militants ouvriers, à l'affrontement avec l'Etat bourgeois au cours des luttes où une partie de la classe ouvrière débordera le stalinisme sans pourtant déboucher sur une grève générale insurrectionnelle.

— Quant au texte de Valentine Michelet, il fait fi de toutes ces préoccupations pour trouver dans l'impatience des directions la source de toutes nos difficultés et dans le « travail de masse » le remède à tous nos maux, indépendamment des questions stratégiques qu'il nous faut nous poser aujourd'hui.

I.— LA DICTATURE BOURGEOISE NE FONCTIONNE PAS « NORMALEMENT »

A.— Personne dans l'organisation ne croit que nous soyons à la veille d'une crise révolutionnaire (ce qui ne veut pas dire qu'on ne puisse pas se tromper...), car personne ne croit que la classe ouvrière dans son ensemble est prête à rééditer Mai 68 sans garantie politique plus profonde. Mais il n'en est pas moins important d'apprécier à sa juste mesure la crise de la bourgeoisie.

Le déclin de l'impérialisme, en même temps que l'impossibilité pour les impérialismes secondaires (Allemand ou Japonais) de prendre la première place nouent la crise économique et politique mondiale. Faute d'une direction révolutionnaire, cette crise n'a pas trouvé de débouchés. L'impérialisme l'a compris. C'est pourquoi sa politique allie la coexistence pacifique avec les Etats Ouvriers dégénérés ou déformés à l'agression la plus sauvage contre les mouvements révolutionnaires. De même, les bourgeoisies européennes allient les tentatives d'intégration du mouvement ouvrier organisé et la répression des luttes « extra-légales ». L'Etat fort est le cadre adéquat à cette politique. Du même coup, les luttes des couches moyennes (comme celles du prolétariat), en s'affrontant à l'Etat fort, se politisent plus facilement. Il serait erroné d'en conclure que ces couches deviennent révolutionnaires. Cela implique au contraire et plus que jamais que seul le parti ouvrier révolutionnaire est capable de mener avec efficacité les luttes de ces couches.

B.— A moins d'un revers important (la défaite de la révolution indochinoise par exemple), la crise de l'impérialisme ne peut que s'aggraver et rejaillir sur l'ensemble des bourgeoisies, la lutte des classes ne peut que s'accentuer. Cependant, il semble prématuré de prévoir une crise économique généralisée qui précipiterait les échéances politiques et acculerait la bourgeoisie à des mesures extrêmes.

Il est dans ces conditions peu raisonnable de miser sur une dissolution et une répression féroce de l'organisation à très court terme ; il serait catastrophique de la précipiter, par une ligne « militariste », alors même que le mouvement ouvrier n'a pas encore atteint un seuil élevé d'affrontement avec l'Etat bourgeois. Par contre, il est raisonnable de compter sur une accentuation de la répression sélective, frappant à la fois les luttes les plus dures et l'extrême—gauche, notamment par le biais des provocations policières, des bandes parallèles, etc...

Sans tomber dans la provocation, et sans se lancer dans une opération suicidaire de liquidation des bandes parallèles, il est indispensable que nous soyions capables d'assumer l'autodéfense de l'organisation et de participer directement à l'autodéfense des luttes ; il serait irresponsable de se contenter de propagande sur l'autodéfense sans être capable de la mettre en pratique (1).

Il serait aussi très dangereux de confier ces tâches d'autodéfense uniquement à des « spécialistes » menacés de se transformer en « cliques militaires », en laissant l'organisation ronronner dans son travail légal quotidien, avec les déviations inévitables de légalisme qui en découleraient. Il s'agit au contraire d'en faire une tâche de toute l'organisation : tâche politique permanente par la campagne sur l'autodéfense proposée par le texte du BP, liée à une campagne anti-militariste révolutionnaire, tâche pratique par la participation à certaines tâches de SO des militants ouvriers et la formation des militants de l'organisation.

C.— Et si la Gauche prenait le pouvoir ?

Valentine et Michelet proposent d'approfondir l'analyse, mais ils ne comprennent pas pourquoi la bourgeoisie, dont le pouvoir de classe est solide, accepterait de se faire déposséder pacifiquement par les staliniens. Il est clair qu'à moins d'y être acculée par une crise révolutionnaire, la bourgeoisie ne remettra pas, même provisoirement, son pouvoir entre les mains des staliniens. Par contre, elle peut s'accomoder d'un gouvernement Mitterrand accordant quelques strapontins au PCF. Le sens des responsabilités du PC l'amènera également à s'en accomoder.

Certes, une telle situation serait éminemment favorable au développement du mouvement de masse et à notre implantation. Mais il est vraisemblable que les bandes parallèles, libérées de l'appareil politique qui aujourd'hui les contient à peu près, multiplieraient les provocations ; Mitterrand, par ailleurs, ne se laisserait pas déborder sur sa droite et serait à la tête de la répression contre la

(1) Ceci ne va pas sans contradictions : si nous nous en tenons aux seules exigences de la riposte à l'escalade US au Vietnam, nous devrions faire bien plus que nous faisons. Mais le légalisme qui imprègne la classe ouvrière, et son corollaire la vulnérabilité de la Ligue, nous en empêchent. Il nous faut donc mesurer l'escalade de notre riposte pour être compris par l'avant-garde ouvrière, c'est à dire nous situer aux limites du possible dans l'illégalité.